

La deuxième école veut un double rôle pour la politique canadienne en matière de sécurité : participer à l'OTAN et renforcer la défense du territoire national, surtout à cause de la menace nouvelle que font peser les missiles de croisière déployés à bord des sous-marins et des avions opérant dans l'Arctique. Cette perspective prévoit un rôle important pour notre marine, qui aurait pour tâche de patrouiller le long d'un littoral plus étendu encore que celui de l'Union soviétique. C'est la position du gouvernement conservateur.

La troisième école préconise que l'on se préoccupe d'abord de la sécurité du territoire. Le Canada devrait se retirer de l'OTAN et déployer ses forces au pays, en particulier dans le Nord, où la menace principale ne provient pas des Soviétiques mais bien des Américains, qui contestent notre souveraineté dans cette région. Le gouvernement devrait aussi proposer des politiques de limitation des armements distinctes de celles de l'OTAN et renforcer le rôle du Canada dans le contexte du maintien de la paix. C'est la position du Nouveau Parti démocratique (NPD).

Il y a un certain nombre de points communs entre ces positions. D'abord, aucune ne préconise le désarmement unilatéral. Au contraire, elles proposent toutes de maintenir au niveau actuel ou d'accroître les dépenses militaires. La défense de l'Amérique du Nord, dans le cadre du NORAD ou parallèlement aux États-Unis, est aussi un objectif unanime. Enfin, tous approuvent le rôle que le Canada assume dans les forces des Nations-Unies.

D'après M. Pearson, trois grands thèmes préoccupent la population canadienne, et il n'y a pas unanimité sur ces questions. Premièrement, on ne s'entend pas sur la façon de contrer la menace principale pesant sur la sécurité du Canada, c'est-à-dire la guerre nucléaire. Pour plusieurs, la participation aux activités dissuasives de l'OTAN est la seule solution. D'autres, tout en adhérant à cette vue, estiment que le Canada pourrait contribuer moins activement à la dissuasion, mais jouer à cet égard un rôle tout aussi important, par exemple en se spécialisant dans les activités de surveillance, de détection et d'alerte. Toutefois, pour beaucoup, la guerre nucléaire risque davantage de se produire par la suite de l'escalade d'un conflit au tiers-monde qu'en raison d'une attaque-surprise de l'URSS en Europe. Selon ce scénario, la politique canadienne devrait s'orienter vers la médiation des conflits régionaux, la non-prolifération et la participation